LE BOLCHEVIK

Trimestriel
Août 2026

N° 244
1 €

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

Présidentielle : Les trotskystes doivent être à la hauteur !

X ; Facebook

Cet article a été publié originellement le 22 mai comme supplément du Bolchévik.

Tout le monde regarde avec angoisse se profiler une victoire de l'extrême droite l'an prochain. Pour la plupart des travailleurs avancés et des minorités, la candidature de Mélenchon pour la France insoumise (LFI) apparaît à ce stade comme la seule possibilité d'éviter l'inévitable. Nous révolutionnaires savons tous que LFI n'est pas une vraie solution à la menace de l'extrême droite et qu'il faut une alternative révolutionnaire.

Or la grande majorité des travailleurs ne voient pas l'extrême gauche comme une alternative crédible, d'abord parce qu'elle est elle-même divisée. On se retrouve face à un scénario absurde où le NPA-R écrit à LO, qui refuse l'unité, et tous deux font comme si RP n'existait pas, laquelle de toute façon est décidée à mener sa propre candidature en solo. Résultat : plusieurs candidatures plus ou moins indistinguables pour le commun des mortels et une confirmation de l'image que les trotskystes ne sont pas une force politique à prendre au sérieux. Il faut tout faire pour unir les révolutionnaires derrière ***une candidature unitaire solide !***

Suite page 8

Succès de la IXe Conférence internationale de la LCI

Cet article a été publié originellement le 29 juillet comme supplément de Spartacist *sur notre site internet.*

Plus de 200 communistes, délégués de la Ligue communiste internationale (LCI) et invités, se sont réunis ce mois de juillet à Mexico pour débattre des tâches de la gauche face à l'offensive impérialiste réactionnaire actuelle. Les participants venaient de tous les continents ; parmi eux figuraient des représentants d'autres organisations communistes, notamment le Partido Obrero Revolucionario (POR-CERCI), le Courant communiste révolutionnaire international (CCRI/RCIT), la Tendance bolchévique internationale (IBT), l'Alternative socialiste internationale (révolutionnaire) (ISA-R), le Labor Militant (LM) basé aux États-Unis ainsi qu'une délégation de Communist Unity (CU) basée en Australie. La question politique centrale

de la conférence portait sur comment reconstruire la gauche révolutionnaire dans le contexte mondial actuel et surmonter sa fragmentation selon des lignes politiques peu claires.

La veille de l'ouverture de la conférence nous avions organisé deux rencontres internationales, l'une réunissant des communistes ouvriers et l'autre des jeunes révolutionnaires. Ces deux rencontres avaient pour objectif de discuter nos interventions dans ces domaines de travail importants et la manière de construire un courant révolutionnaire au sein du mouvement de la jeunesse et du mouvement ouvrier.

La conférence proprement dite a débuté par des salutations fraternelles, suivies d'une discussion sur la situation mondiale. Notre document de conférence internationale intitulé « Travailleurs du monde entier, unissez-vous contre l'empire américain ! » a été adopté à l'unanimité par tous les délégués de la LCI, à l'exception du seul délégué issu d'une minorité interne. Il a également été approuvé par plusieurs délégués des autres organisations. Il affirme que la contradiction principale au cœur du système mondial se résume à la dynamique suivante : l'hégémonie américaine est ébranlée par la montée en puissance de la Chine, mais le Parti communiste de Chine (PCC) ne cherche pas à renverser l'ordre américain. L'absence de toute force capable de vaincre de manière décisive l'empire américain, y compris le prolétariat mondial, laisse l'initiative aux impérialistes. Cette dynamique fondamentale est à l'origine de l'offensive réactionnaire contre les masses et les nations opprimées. Cela a donné lieu à un débat riche et fructueux sur l'impérialisme, le caractère de classe de la Chine et l'avenir de l'Europe, à une table ronde sur les régions du monde, à un bilan des luttes internationales récentes, ainsi qu'à une discussion sur la manière de surmonter les polarisations au sein de la gauche et des masses sur une base prolétarienne indépendante.

À partir de là, nous avons mené une discussion historique sur l'effondrement de la IVe Internationale (QI) et sur les raisons pour lesquelles aucun des quelque 66 « véritables héritiers » du trotskysme, y compris notre propre organisation, n'a été capable de tirer les bonnes leçons de l'histoire de notre mouvement. Désorientées par un pronostic erroné sur la période de l'immédiat après-guerre, les différentes tendances de la IVe Internationale avaient adapté leur perspective programmatique pour la faire rentrer dans un moule préconçu au lieu de réévaluer une situation mondiale qui avait changé, avec notamment la domination de l'impérialisme américain et l'autorité renforcée du stalinisme. Cette désorientation fut encore exacerbée par la Révolution chinoise de 1949 et la déferlante de luttes anticoloniales qui s'ensuivit, car la QI était incapable de tracer une ligne révolutionnaire indépendante en opposition aux forces menant ces luttes. Il en résulta que la QI se retrouva coupée des luttes décisives de la nouvelle époque, à quelques exceptions notables près. Cette discussion historique a élargi notre compréhension de la crise du mouvement trotskyste actuel, qui est confronté à beaucoup des mêmes problèmes.

La dernière session principale de la conférence a porté sur la construction d'un courant révolutionnaire. Cette session a clôturé la partie publique de la conférence en abordant le rôle qu'une petite organisation comme la LCI peut jouer dans la reconstruction de la gauche révolutionnaire. Elle a notamment donné lieu à un débat sur les causes de la crise de la gauche marxiste, sur la manière de surmonter les fausses polarisations en son sein, ainsi que sur une perspective de construction de la LCI et de recherche du regroupement révolutionnaire. Le rapport principal a défini une perspective stratégique claire derrière laquelle organiser le travail de notre Internationale.

Un premier pas dans cette direction a été franchi avec le « protocole d'accord » dont sont convenues la LCI et l'ISA-R en vue d'une fusion de nos deux organisations. Le document de la conférence de la LCI a constitué la base politique de cet accord. Ce sera un véritable test de notre capacité à combiner les meilleurs aspects de nos traditions politiques respectives et à présenter un exemple positif pour le reste de la gauche. Nous nous efforcerons de faire avancer ce processus par un travail commun et en ouvrant mutuellement certains aspects de la vie interne de nos deux organisations. Cette décision a été approuvée à l'unanimité par les délégués de la majorité de la LCI et par les délégués de l'ISA-R.

Nous avons également tenu d'importantes sessions de formation sur deux pays stratégiques : le Venezuela et la Türkiye. Concernant le premier, les délégués ont discuté des leçons du chavisme et corrigé notre ligne antérieure, qui assimilait pour l'essentiel le chavisme au néolibéralisme, niant ainsi les aspirations légitimes qui sous-tendaient l'énorme popularité d'Hugo Chávez. La session de formation sur la Türkiye a apporté une explication marxiste à la formation de l'État turc moderne et à l'émergence du kémalisme, qui y constitue encore aujourd'hui le principal obstacle idéologique à la cohésion d'une gauche révolutionnaire.

La conférence a adopté une motion critiquant le premier tract que nous avions publié à la suite du « déluge d'Al-Aqsa », qui s'ouvrait sur le titre « Que mort et défaite avec le Hamas » (10 octobre 2023). Cette approche nous plaçait en opposition directe aux sentiments des masses palestiniennes et propalestiniennes après le 7 Octobre. Les délégués de la majorité de la LCI ont voté en faveur de la publication de cette correction dans le prochain numéro de *Spartacist.*

Il convient également de noter le départ volontaire d'une minorité de deux membres de la section mexicaine de la LCI vers la fin de la conférence. Ils avaient bénéficié pendant plus d'un an de tous les droits démocratiques et de la liberté de défendre leur point de vue au sein du parti. Ils se sont également vu accorder un temps de parole de 15 minutes pour présenter à la conférence un rapport alternatif sur la situation mondiale. N'ayant réussi à convaincre personne de leur point de vue, ils ont décidé de quitter nos rangs.

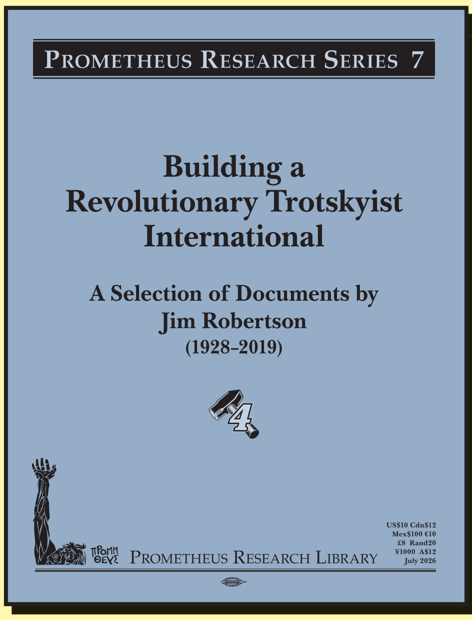
La LCI a réalisé une percée historique lors de cette conférence en lançant une nouvelle publication en langue chinoise intitulée *Révolution permanente.* Son objectif est de fédérer un courant révolutionnaire au sein de la gauche chinoise sur une base trotskyste, c'est-à-dire la défense inconditionnelle de l'État ouvrier chinois, mais en s'opposant à la politique de la bureaucratie du PCC qui gaspille l'énergie révolutionnaire des centaines de millions de travailleurs et de paysans chinois.

Enfin, l'un des principaux objectifs de la conférence était d'élire une nouvelle direction internationale. Ces élections ont été marquantes car la direction sortante n'a pas présenté de liste, contrairement à ce qui était notre pratique depuis longtemps. Il en a résulté une discussion beaucoup plus riche et une élection disputée, deux éléments importants pour garantir que nous disposions de la direction dont nous avons besoin pour relever les défis à venir.

Nous allons publier ces prochaines semaines une sélection de contenus issus de notre IXe conférence internationale dans les pages de *Spartacist* – notre publication internationale en plusieurs langues –, sur notre podcast *SpartTalk* et sur les réseaux sociaux. La conférence a été un immense succès, préparant les Sparts à lever le drapeau de la révolution au sein de la gauche internationale en cette période tumultueuse.

Rejoignez-nous pour construire la LCI !

Travailleurs du monde entier, unissez-vous contre l'empire américain ! ■



Ce bulletin de la *Prometheus Research Series* commémore Jim Robertson. Un combattant pour le communisme tout au long de sa vie, Jim était un dirigeant fondateur de la Spartacist League/U.S. et de la Ligue communiste internationale. Les écrits dans ce recueil documentent les luttes de Jim sur des positions fondamentales qui ont façonné la LCI comme une tendance politique distincte dans la gauche internationale. Ces écrits attestent du rôle dirigeant de Jim lors de luttes de classe cruciales contre toutes les formes d'oppression.

NOUVEAU ! 10 € 12 $Cdn

LE BOLCHÉVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Sacramento Talavera
Réalisation : V. Piett
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0228 P 11506

Imprimerie : POP, 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Date de bouclage : 15 août 2026

Abonne-toi !

LE BOLCHÉVIK

5 € pour 4 numéros plus *Spartacist*
Hors de France : 7 €

Nom ____________________

Adresse ____________________

CP ________ Ville ____________

Email ____________________

Tél. ____________________

LB244

Chèques : Société d'édition 3L • LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Débat à la Fête de LO :

Pourquoi la Chine n’est pas impérialiste

Nous publions ci-après la présentation de notre camarade Sacramento Talavera au meeting de la Ligue trotskyste lors de la dernière Fête de Lutte ouvrière fin mai. Notre meeting a eu un grand succès, attirant une centaine de militants ; la discussion a été très riche, avec deux camps bien définis entre ceux qui défendent la Chine face à l’impérialisme américain, et ceux qui refusent de prendre un côté sous prétexte de « rivalités inter-impérialistes ». Les militants de LO se sont notablement abstenus d’intervenir, entretenant le doute sur leur position actuelle. Peu après néanmoins, LO a eu son propre meeting à la fête sur la Chine, beaucoup plus petit. Malgré leur position que la Chine a toujours été capitaliste, ils ont correctement polémiqué contre ceux qui refusent de prendre le côté de la Chine dans le conflit qui l’oppose aux USA, une position qu’ils ont par la suite développée dans *Lutte de classe* n° 257, juillet-août 2026.

* * *

L’impérialisme américain sème le chaos partout dans le monde. Il est en pleine offensive pour renforcer son hégémonie. Le principal obstacle sur son chemin est aujourd’hui la République populaire de Chine (RPC). Ces 30 dernières années, alors que les puissances impérialistes se désindustrialisaient et que leurs économies devenaient de plus en plus parasitaires, la Chine a au contraire développé une énorme capacité industrielle et militaire qui lui permet aujourd’hui de rivaliser avec l’impérialisme américain. Le prolétariat chinois est aujourd’hui de loin le plus puissant du monde, une armée de centaines de millions d’ouvriers d’industrie. L’offensive actuelle des États-Unis cherche avant tout à isoler et affaiblir la République populaire. En France, nos « propres » impérialistes de troisième rang, encore plus parasitaires que les Américains, se rangent nécessairement derrière Trump.

Le conflit opposant les États-Unis à la Chine est ainsi la question centrale de nos jours, et sa résolution façonnera toute une période historique. L’enjeu est clair : si les États-Unis réussissent à asservir à nouveau la Chine, cela donnerait un nouvel élan au système impérialiste pourrissant, et nous subirions à nouveau, aux quatre coins du monde, les exactions de la domination incontestée des impérialistes américains, probablement pendant des décennies. Personne ici ne souhaite un tel résultat.

La tâche des communistes dans ce moment historique est de construire un pôle prolétarien internationaliste contre l’impérialisme américain qui précipite la civilisation humaine dans une spirale mortifère, et la Chine est centrale dans ce combat : une défaite des impérialistes aux mains de la RPC renverserait le rapport des forces en faveur du prolétariat international, et donnerait un énorme élan a la lutte de classe sur toute la planète.

Néanmoins, la position de loin majoritaire dans la gauche est de dire que la Chine est « impérialiste ». Dans le cas de la gauche trotskyste, cette position, coïncidant comme par hasard avec l’opinion publique bourgeoise, est présentée comme une ligne « radicale » et inflexiblement « anti-impérialiste ». En réalité c’est tout le contraire : une capitulation devant la propagande de l’impérialisme occidental et japonais.

Pour démontrer que la Chine serait impérialiste, les organisations trotskystes citent d’habitude la définition donnée par Lénine de l’impérialisme comme l’ère des monopoles, de l’exportation de capitaux, de la lutte entre une poignée de puissances pour la répartition du monde entier. Ces organisations montrent du doigt les milliardaires chinois et citent abondamment des chiffres montrant les investissements des monopoles chinois en Afrique, en Amérique Latine ou même en Grèce. Le NPA-R et le NPA-A partagent la position que la Chine est impérialiste. Le NPA dont ils sont issus exprimait très clairement dès 2015 son raisonnement dans l’article « Reconnaître que la Chine est une puissance impérialiste » : « *Si l’exportation des capitaux est bien un critère décisif, alors la Chine est impérialiste.* » Voilà, pas besoin d’y réfléchir davantage.

Tout le monde cite Lénine, mais en le débarrassant de sa méthode. Les travaux théoriques de Lénine sur l’impérialisme avaient un but clair : unifier le prolétariat international par la ***rupture*** avec l’opportunisme au sein du mouvement ouvrier, qui enchaînait les travailleurs à leur propre bourgeoisie. Ce n’est pas par hasard qu’aujourd’hui la notion de « l’impérialisme chinois » fait consensus parmi les idéologues, politiciens et commentateurs bourgeois, ainsi que parmi les bureaucrates syndicaux. C’est parce que c’est contre la Chine que se dirigent les efforts des impérialistes occidentaux. Indépendamment des intentions des organisations trotskystes,

China Daily

Défilé à Beijing pour le 70e anniversaire de la République populaire de Chine.

les théorisations sur « l'impérialisme chinois » servent de nœud idéologique pour maintenir les travailleurs sous l'influence de l'opportunisme et ainsi fomenter la division au sein de la classe ouvrière. C'est tout le contraire du combat de Lénine.

Un « impérialisme » pacifique ?

Mais analysons brièvement donc ces arguments. Il est vrai que la Chine a d'énormes intérêts économiques à travers le monde, qu'il y a pas mal de milliardaires, et que la politique étrangère et la politique économique de la Chine sont guidées par les intérêts des capitalistes chinois et des bureaucrates du Parti communiste. Mais ces facteurs ne font pas à eux seuls de la Chine une puissance impérialiste. Aucun empire dans l'histoire du monde n'a jamais tenu sur la seule base de sa puissance économique. L'impérialisme a besoin de la force militaire comme le feu a besoin d'air.

Si la Chine a la deuxième armée la plus puissante du monde, elle ne l'a pas utilisée depuis 1979 ! Trump était à peine revenu à la Maison Blanche quand Marco Rubio a posé au gouvernement panaméen le choix suivant : « *réduire l'influence de la Chine sur le Canal, ou en subir les conséquences* ». Qu'est-ce que la Chine a fait en réponse ? Rien. Les Américains ont kidnappé le président vénézuélien Maduro et pris le contrôle du pétrole du pays, un allié et fournisseur de la Chine. Qu'est que Xi Jinping a fait ? Rien. Les États-Unis et Israël ont dévasté l'Iran, un autre allié crucial de la Chine. La réponse chinoise ? Exiger un cessez-le-feu et la réouverture du détroit d'Ormuz. Elle n'a rien fait non plus pour soulager Cuba, qui se trouve dans une situation de plus en plus désespérée face à l'étranglement de l'impérialisme américain. Ce n'est pas comme ça qu'une puissance impérialiste défend ses intérêts !

La Chine n'est tout simplement pas en train de se battre pour l'hégémonie mondiale. Elle cherche au contraire en vain à s'accrocher à l'ancien ordre libéral ***dominé par les États-Unis,*** sous lequel elle s'était développée pendant trois décennies. Elle cherche à apaiser et convaincre les Américains. Là où la plupart des trotskystes dénoncent « l'impérialisme chinois », nous dénonçons ***l'inaction*** de la République populaire face aux exactions des impérialistes occidentaux.

Le combat contre « l'impérialisme chinois » est la ligne de notre propre bourgeoisie.

La Chine en Afrique

L'impérialisme signifie aussi l'asservissement des pays sous-développés par une poignée de puissances. Mais la Chine n'opprime ***aucun*** pays en dehors de ses propres frontières ! En particulier pour les militants trotskystes en France, il est franchement social-chauvin de dénoncer « l'impérialisme chinois en Afrique ». Malgré les investissements de la Chine dans ce continent et la politique anti-ouvrière de ses conglomérats, ce n'est pas elle qui domine chaque aspect de la vie sociale et politique de ces pays : ce sont les impérialistes occidentaux, et notamment la France, qui ont ravagé et asservi le continent pendant des siècles et qui continuent à le faire ! Si l'armée française a été chassée récemment de plusieurs pays africains, ses entreprises se maintiennent et le franc CFA est toujours la monnaie de 14 pays africains ! À travers l'Union européenne, les impérialistes français continuent à piller et à endetter les pays du Sud global.

LO signalait l'an dernier, à juste titre, que la Chine ne détient aujourd'hui que 8 % de la dette africaine, ce qui n'est rien en comparaison de la part du lion détenue par Citigroup, JPMorgan, Bank of America, le Crédit Agricole, la BNP-Paribas et la Société Générale. LO signalait aussi que les 4,9 milliards de dollars d'investissements chinois en Afrique en 2021 équivalaient aux investissements du groupe américain Pepsi ***pour le seul Mexique*** !

Pendant que l'impérialisme américain se déchaîne partout pour réaffirmer son hégémonie, il est absurde, et en fin de compte ***réactionnaire***, de tirer un trait d'égalité entre les États-Unis et la Chine. Le courant Révolution permanente se rend compte qu'il y a là un problème. Ces camarades critiquent donc ceux dans la gauche qui maintiennent que la Chine est carrément impérialiste. RP propose deux définitions possibles, plus nuancées, de la Chine actuelle : « *un impérialisme dont le processus de construction ou de formation n'est pas encore achevé* » ou bien « *un État capitaliste en pleine ascension avec des traits impérialistes* ». Au-delà de l'analyse abstraite, l'important c'est les conclusions politiques qu'on en tire, c'est-à-dire les tâches pour les révolutionnaires dans la période à venir. RP est très claire : le cadre commun des nuances au sein de l'organisation est « *le refus de toute prise de position qui apporterait un soutien à la Chine dans sa confrontation avec les puissances impérialistes* ». La distinction entre « impérialiste » et « quasi-impérialiste » ne mène donc à ***aucune*** conclusion politique différente et RP finit dans la pratique par renvoyer elle aussi dos à dos l'impérialisme américain et la République populaire. Aux États-Unis, les camarades de RP militant à Left Voice devraient être un peu mal à l'aise avec une telle ligne.

LO et la Chine

Jusqu'à récemment Lutte ouvrière, tout en considérant que la Chine est capitaliste (une position sur laquelle je reviendrai tout à l'heure), prenait position correctement pour la défense de la Chine face aux impérialistes. Lors de son congrès de fin 2024, LO avait résolu sans ambiguïté : « *Aujourd'hui dans une guerre qui serait déclenchée par l'impérialisme américain contre la Chine nous serions dans le camp de la Chine* ». Bravo, camarades !

LO avait aussi quelques mots tout à fait justes à dire aux théoriciens de « l'impérialisme chinois », qui basent leur analyse sur « l'exportation de capitaux ». LO écrivait en 2023 :

> « Le Qatar qui s'est approprié le PSG est-il pour autant une puissance impérialiste ? L'impérialisme, c'est la mobilisation des forces armées pour défendre les intérêts économiques des grands groupes capitalistes nationaux qui exportent massivement leurs capitaux. La Chine est bien capable de prêter de l'argent à tel ou tel pays pour qu'il passe commande à des entreprises chinoises, mais c'est l'État qui le fait, pas des banques privées, et la Chine n'a encore jamais projeté de forces militaires à l'extérieur de ses frontières pour imposer le respect d'accords commerciaux ou le remboursement de prêts. Elle en est réduite à pratiquer le "soft power", c'est-à-dire à convaincre et à séduire, là où l'impérialisme lui laisse des espaces, comme en Afrique, quand il s'en détourne. »

En parlant des provocations américaines en mer de Chine méridionale, LO disait aussi en 2023 :

> « Les commentateurs aux ordres ont la bouche remplie des "menaces de l'impérialisme chinois". Mais on n'a encore jamais vu cette dictature, si féroce qu'elle soit pour sa propre classe ouvrière et ses opposants politiques, envoyer un destroyer dans la baie de San Francisco pour y réglementer la circulation. »

C'est excellent tout ça ! Malheureusement, LO semble être en train de faire demi-tour pour rejoindre les rangs des détracteurs de « l'impérialisme chinois ». Suite à son congrès de décembre dernier, LO a écrit : « *La Chine est-elle ou non impérialiste ? Cette question a fait l'objet de nombreuses discussions parmi nous.* » Jusqu'à présent, la question reste sans réponse en ce qui concerne LO. Nous espérons que les militants de LO vont reconsidérer sérieusement la question.

Le film du réformisme à l'envers

À l'exception notable de LO, la plupart des organisations trotskystes, y compris nous-mêmes, considèrent que la Révolution chinoise de 1949 avait établi un État ouvrier déformé, c'est-à-dire un État qualitativement similaire à l'Union soviétique après sa dégénérescence stalinienne. Alors cela pose un problème à ceux qui maintiennent que la Chine est devenue impérialiste (ou quasi-impérialiste). Quand est-ce que la contre-révolution a eu lieu ? Pour RP, c'était un processus graduel et

continu allant des réformes de marché introduites par Deng Xiaoping, à la fin des années 1970, jusqu'à l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001. Vingt bonnes années de contre-révolution en gros.

Nous avons été témoins pour la plupart d'entre nous de la contre-révolution en URSS et en Europe de l'Est. Il n'était pas difficile de remarquer que quelque chose d'important était en train de se passer. C'était un point de rupture violent, entraînant une catastrophe humanitaire, des guerres fratricides, le démantèlement de l'ancienne base industrielle. Tout le tissu social a été déchiré. L'Armée rouge s'est effondrée. Les anciens symboles (drapeaux, hymnes nationaux, monuments, etc.) ont été détruits, la législation complètement transformée. Or, rien de cela ne s'est passé en Chine.

Il n'y a eu aucun point de rupture en Chine. Au contraire, les bureaucrates chinois ont consolidé leur pouvoir après la répression brutale à Tiananmen en 1989. En intégrant l'économie chinoise à l'ordre libéral et en disciplinant d'une main de fer la classe ouvrière, ils ont réussi à développer énormément le pays. On peut comparer la politique chinoise de ces dernières décennies à la NEP sous la direction des staliniens. Vous vous rappelez le mot d'ordre de Boukharine au milieu des années 1920, « Enrichissez-vous ! ». Une bourgeoisie agraire, les koulaks, s'est développée au point de menacer l'existence même de l'État ouvrier. Les staliniens ont alors fait un brusque virage à gauche, appliquant de façon brutale et bureaucratique le programme économique de l'Opposition de gauche, ce qui a conduit à la collectivisation forcée, justifiée politiquement par la théorie de « la troisième période ».

Dans les années 1920, les impérialistes n'avaient pas envie d'investir en URSS, et la NEP se limitait pour l'essentiel aux campagnes. Mais il y a 30 ans, après la chute de l'URSS, les impérialistes ont considéré au contraire, à tort, que la chute de la République populaire était une simple question de temps, et ils y ont allègrement investi. Le « socialisme avec des caractéristiques chinoises » est une NEP élevée à la puissance 3. Sur cette base, la Chine s'est énormément développée ; en contrepartie, la politique de la bureaucratie a permis aussi le développement d'une grande bourgeoisie nationale au sein de l'État ouvrier. Cela pose une menace à l'existence même de la République populaire.

Les capitalistes chinois sont conscients du fait que cet État n'est pas le leur. Il s'agit du même État qui a exproprié leur classe en 1949. La législation chinoise sacralise formellement la propriété privée (et le socialisme). Mais la réalité est tout autre. Ce n'est pas seulement que les banques et l'industrie lourde sont toujours nationalisées, même si cela est important. Au sein même des entreprises « privées », ce sont les comités du PCC qui prennent les décisions. Un actionnaire majoritaire milliardaire risque de perdre ses investissements du jour au lendemain, et même de disparaître lui-même, s'il essaie d'agir en contrevenant aux directives du Parti. Il n'est pas exclu que, face à la menace contre-révolutionnaire des capitalistes chinois soutenus par l'impérialisme américain, le PCC fasse un brusque virage à gauche et exproprie à nouveau la bourgeoisie.

Taipei Times
L'armée paysanne de Mao a vaincu pendant la guerre civile la bourgeoisie chinoise, la faisant fuir à Taiwan.

La question centrale est précisément l'État. En tant que trotskystes, nous savons tous que l'État est la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliables, que l'État est un organisme de domination d'une classe déterminée, qui ne peut pas être conciliée avec son antipode. En 1930, Trotsky a expliqué que ceux qui affirmaient que l'État soviétique s'était transformé graduellement d'État prolétarien en État bourgeois ne faisaient que dérouler en sens inverse le film du réformisme. En effet, les réformistes soutiennent qu'on peut passer graduellement, par des réformes, du capitalisme au socialisme, et que les flics et les généraux accompagneront pacifiquement cette transformation. De façon similaire mais en sens inverse, soutenir que la Chine est passée de la dictature du prolétariat au capitalisme équivaut à affirmer que ***le même État*** a réussi à défendre la dictature de deux classes antagonistes.

1949 : Une révolution sociale

Lutte ouvrière a une position assez singulière dans la gauche. Selon LO, la Chine a toujours été capitaliste, et la Révolution de 1949 était une révolution bourgeoise. L'argument est simple : puisque ce n'était pas le prolétariat dirigé par son parti révolutionnaire qui a fait la révolution, alors il ne peut pas s'agir d'une révolution socialiste. C'est du pur formalisme. Au-delà des étiquettes, en écrasant les armées de Chiang Kai-shek en 1949 l'Armée rouge de Mao a détruit l'ancien appareil d'État. Les capitalistes se sont enfuis à Taiwan, et ceux qui restaient ont été expropriés. Le nouvel appareil d'État a établi une économie planifiée. En voilà une drôle de révolution bourgeoise !

En fait, des événements similaires ont eu lieu en Yougoslavie à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et plus tard au Vietnam et à Cuba. Ces révolutions dirigées par des partis petits-bourgeois staliniens ou démocratiques-radicaux comme le Mouvement du 26 juillet à Cuba ont posé de sérieux problèmes théoriques aux trotskystes, et les différentes perspectives ont fini par diviser la IVe Internationale. La destruction de la IVe Internationale reste un débat crucial, mais cela dépasse largement le but de notre discussion aujourd'hui.

En fait, dans le Programme de transition Trotsky avait prévu en 1938 la possibilité théorique de tels phénomènes, peu vraisemblables à l'époque :

> « Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

C'est précisément ce qui s'est passé en Chine en 1949.

Le raisonnement simpliste de LO pose plus de problèmes qu'il n'en résout. Le développement économique de la Chine ces 30 dernières années est inédit dans l'histoire de l'humanité. Comment est-il possible qu'un pays semi-colonial profondément arriéré ait pu se développer à un tel point sur la base du capitalisme ? Comment a-t-il réussi à briser le joug de l'impérialisme étranger ? Pour LO, ce serait grâce à un régime bonapartiste et nationaliste, une forme de capitalisme d'État, similaire à celui de Nasser en Égypte, par exemple. De tels régimes capitalistes ont aussi existé ailleurs dans le Sud global, comme celui de Cárdenas au Mexique ou de Perón en Argentine. Mais tous ces pays restent des pays semi-coloniaux sous-développés, opprimés par l'impérialisme. Il faudrait bien admettre que quelque chose de qualitativement différent s'est passé en Chine.

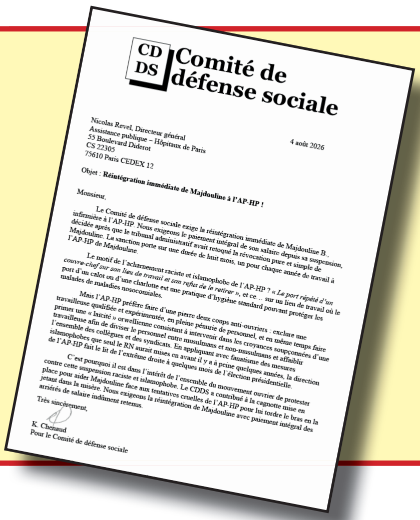
Pour construire un parti révolutionnaire en Chine, il est crucial que les trotskystes soient capables de s'adresser au prolétariat chinois. Dire à ces centaines de millions de travailleurs, beaucoup d'entre eux militants du PCC, qu'il n'y a rien à défendre dans la République populaire ne peut que discréditer le trotskysme à leurs yeux et les pousser dans les bras des staliniens.

Il faut défendre inconditionnellement les acquis de la Révolution de 1949 contre les impérialistes et les capitalistes chinois. Pour cela, il faut dénoncer chaque trahison des bureaucrates staliniens. Il faut montrer aux travailleurs comment leur recherche d'une illusoire « coexistence pacifique » avec l'impérialisme, ainsi que leur accommodation et leur interpénétration avec les capitalistes en Chine même, sapent la défense de l'État ouvrier ; comment leur politique étrangère trahit la lutte anti-impérialiste et discrédite la République populaire aux yeux des travailleurs et des paysans du monde entier, en particulier dans le Sud global.

Comme c'était auparavant le cas en URSS, la principale tâche politique en Chine reste, malgré tout, le renversement de la bureaucratie stalinienne elle-même, parce que le prolongement de sa domination ébranle chaque jour davantage les éléments socialistes de l'économie et accroît le danger de restauration capitaliste. On ne peut pas avancer dans ce combat sans se positionner inflexiblement pour la défense de la République populaire face à l'impérialisme. Merci camarades. ■

DISPONIBLE EN VIDÉO !

Présentation et débat lors du meeting de la LTF à la fête de LO



Lettre du CDDS

Réintégration immédiate de Majdouline à l'AP-HP !

4 août 2026

Nicolas Revel, Directeur général
Assistance publique – Hôpitaux de Paris
55 Boulevard Diderot
CS 22305
75610 Paris CEDEX 12

Objet : ***Réintégration immédiate de Majdouline à l'AP-HP !***

Monsieur,

Le Comité de défense sociale exige la réintégration immédiate de Majdouline B., infirmière à l'AP-HP. Nous exigeons le paiement intégral de son salaire depuis sa suspension, décidée après que le tribunal administratif avait retoqué la révocation pure et simple de Majdouline. La sanction porte sur une durée de huit mois, un pour chaque année de travail à l'AP-HP de Majdouline.

Le motif de l'acharnement raciste et islamophobe de l'AP-HP ? « *Le port répété d'un couvre-chef sur son lieu de travail et son refus de le retirer* », et ce… sur un lieu de travail où le port d'un calot ou d'une charlotte est une pratique d'hygiène standard pouvant protéger les malades de maladies nosocomiales.

Mais l'AP-HP préfère faire d'une pierre deux coups anti-ouvriers : exclure une travailleuse qualifiée et expérimentée, en pleine pénurie de personnel, et en même temps faire primer une « laïcité » orwellienne consistant à intervenir dans les croyances soupçonnées d'une travailleuse afin de diviser le personnel entre musulmans et non-musulmans et affaiblir l'ensemble des collègues et des syndicats. En appliquant avec fanatisme des mesures islamophobes que seul le RN aurait mises en avant il y a à peine quelques années, la direction de l'AP-HP fait le lit de l'extrême droite à quelques mois de l'élection présidentielle.

C'est pourquoi il est dans l'intérêt de l'ensemble du mouvement ouvrier de protester contre cette suspension raciste et islamophobe. Le CDDS a contribué à la cagnotte mise en place pour aider Majdouline face aux tentatives cruelles de l'AP-HP pour lui tordre le bras en la jetant dans la misère. Nous exigeons la réintégration de Majdouline avec paiement intégral des arriérés de salaire indûment retenus.

Très sincèrement,

K. Chenaud
Pour le Comité de défense sociale

Envoyez vos dons directement à la cagnotte pour aider Majdouline :

CD DS Comité de Défense sociale

Vous pouvez également contribuer financièrement au CDDS lui-même, ce qui lui permet de soutenir des causes comme celle de Majdouline. Vous pouvez flécher vos dons pour des causes spécifiques soutenues par le CDDS, qui transmettra.

Par virement : **IBAN FR76 1027 8060 7600 0209 4490 162**
BIC CMCIFR2A

Par chèque à l'ordre du CDDS, éventuellement avec la mention « Majdouline »

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

CDDS, BP 10236, 75464 Paris Cedex 10 – cdds-france@hotmail.fr – Tél. : 01 42 08 01 49

SUD-Santé…

Suite de la page 12

racistes et anti-ouvrières, mais pourquoi est-ce une stratégie patronale efficace ? Parce que le mouvement ouvrier soit adopte ouvertement cette idéologie républicaine (bureaucrates de SUD-Santé notamment), soit évite de la confronter.

Le NPA-R dénonce correctement le fait que la « laïcité » soit dirigée contre les musulmans, mais il ne s'oppose pas frontalement à sa mesure phare : l'interdiction des signes religieux à l'école et dans les services publics. Dans le cas de Majdouline, il fait porter son argumentation sur le fait que l'AP-HP n'a pas réussi à expliquer comment le port d'un calot dérogeait à la laïcité et « *qu'il est impossible d'assumer que le port d'un calot serait une manifestation religieuse* ». Mais il est impossible de combattre efficacement les licenciements de travailleurs pour port de vêtement prohibé (foulard, abaya, djellaba, calot maintenant…) en se limitant à protester contre l'insupportable droit que s'arrogent l'État et les patrons de déclarer quelle pièce de vêtement est un insigne religieux : il faut combattre ouvertement les principes laïcards républicains qui sous-tendent les interdits vestimentaires. Ce sont ces principes eux-mêmes qui servent à persécuter essentiellement les musulmans.

Il faut pour cela montrer à l'ensemble des travailleurs, y compris à ceux qui s'inquiètent à juste titre de la montée de la religiosité parmi les opprimés (islam notamment, mais aussi pentecôtisme etc.), qu'il est ***dans leur propre intérêt*** de défendre bec et ongles ***tous*** les collègues persécutés pour défaut de laïcité républicaine. C'est ainsi qu'on peut forger l'unité des travailleurs contre les exploiteurs capitalistes. En divisant le mouvement ouvrier, la laïcité républicaine permet aux capitalistes de comprimer les salaires de tous et aggraver quotidiennement les conditions de travail de tous.

Confronter bille en tête les chasses au couvre-chef laïcardes, que ce soit à l'école, au travail ou ailleurs, est aussi la seule manière pour les marxistes de faire reculer les préjugés religieux d'une façon qui soit dans l'intérêt de la classe ouvrière dans son ensemble : moins les travailleurs et les jeunes opprimés seront victimes d'exclusions racistes et islamophobes, du fait que l'ensemble des collègues les défendent avec succès, moins le besoin sera pressant pour eux de se réfugier dans la religion comme seule consolation dans ce monde sans cœur.

Les bureaucrates de SUD-Santé ont au contraire fait la preuve, en excluant Blandine pour son juste combat contre la suspension de Majdouline, qu'ils sont des larbins du gouvernement et des ennemis des travailleurs au sein de l'hôpital. Camarades de SUD-Santé, protestez contre cette exclusion ! Luttez pour la réintégration de Blandine dans le syndicat ! Ce sont les bureaucrates laïcards qu'il faut chasser si on veut construire des syndicats capables de nous défendre ! ■

Accord avec l'Iran :
Rien n'est gagné, rien n'est résolu

U.S. Navy

Cet article a été publié originellement le 18 juin comme supplément de Spartacist.

La trêve dans la guerre américaine contre l'Iran a stoppé les bombardements impérialistes – pour l'instant. Mais ceux qui, avec raison, étaient pour la défense de l'Iran pendant cette guerre doivent analyser sobrement la situation s'ils veulent continuer à se battre et à tracer une voie permettant de vaincre les États-Unis et leurs complices israéliens.

Trump a lamentablement échoué à imposer à l'Iran la « capitulation sans conditions » qu'il exigeait. Et le fait que l'Iran a résisté aux coups portés par la plus grande puissance impérialiste est en soi remarquable. Sur cette base, et malgré l'opposition des « durs » du régime, la République islamique a proclamé victoire, suivie en cela par une grande partie de la gauche au niveau international. Mais en vérité le rapport des forces dans la région n'a pas fondamentalement changé.

L'accord stipule essentiellement que les États-Unis paieront l'Iran pour qu'il rouvre le détroit d'Ormuz, avec des négociations à la suite. Aucune des questions stratégiques qui constituent les enjeux de cette guerre n'a été résolue, et l'Iran n'a rien obtenu de fondamental. L'aide financière sera liée à la « performance » de l'Iran dans la mise en œuvre de l'accord, Trump menaçant de reprendre les bombardements si nécessaire. Quant aux 300 milliards de dollars du plan de « développement » et à la levée de toutes les sanctions, ce sont là des promesses visant à obtenir des concessions supplémentaires de la part de l'Iran, qui a déjà accepté de diluer son stock d'uranium hautement enrichi. Militairement, les États-Unis ont subi des revers, mais qui ne sont pas majeurs. Pour résumer, le résultat principal, c'est que la République islamique a survécu et pourra se battre à nouveau.

Et elle devra certainement le faire. L'« Axe du mal » américano-israélien reste plus déterminé que jamais à éliminer la République islamique, qui représente un contrepoids à son pouvoir au Moyen-Orient. Ces cent derniers jours ne doivent être considérés que comme le dernier chapitre en date de la campagne américaine pour détruire cet obstacle, campagne qui est menée depuis des dizaines d'années. Les États-Unis et Israël vont maintenant utiliser ce délai pour se réarmer, tandis que l'Iran sera confronté à la tâche de reconstruire ses infrastructures et de relancer une économie en ruines. Quant au Liban, il faudrait être stupide pour penser que Nétanyahou va arrêter ses bombardements parce qu'il s'est fait sermonner par Trump. Les États-Unis et Israël feront tout ce qui est en leur pouvoir pour parvenir à écraser le Hezbollah, et ils utiliseront l'« accord de paix » pour continuer leur guerre d'usure. Et pendant ce temps les sionistes, après avoir réduit Gaza en ruines, font régner la terreur sur la Cisjordanie.

Si les États-Unis respectent leur engagement de lever les sanctions et de dégeler les actifs iraniens à l'étranger, nous ne pourrons que nous en féliciter. Mais les concessions de ce type ne touchent pas aux obstacles stratégiques à la sécurité de l'Iran. Les éléments clés sont son programme d'enrichissement nucléaire, son arsenal de missiles balistiques et son soutien à l'« Axe de la résistance ». Ces points seront au centre des prochaines discussions. Réunis en France hier, les dirigeants des pays impérialistes du G7, qui avaient poussé des cris d'orfraie quand Trump avait fermé le détroit d'Ormuz, ont déclaré que la trêve était « *une possibilité historique pour empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire* ». Ce qui est en jeu ici, comme c'est le cas depuis des décennies, c'est le droit et le devoir de l'Iran de développer tous les moyens nécessaires pour se défendre.

S'agissant de résister aux agressions impérialistes, la guerre contre l'Iran a montré une nouvelle fois que les héros de la « multipolarité » ne servent absolument à rien. Focalisée sur sa guerre en Ukraine, la Russie s'est retrouvée hors jeu et elle s'est contentée de profiter de l'occasion pour écouler son pétrole. Quant à la direction du Parti communiste de Chine (PCC), elle a joué son rôle habituel d'entremetteuse de paix et elle a refusé de s'opposer de quelque manière que ce soit aux brigands américains, alors même que ceux-ci attaquaient un de ses principaux partenaires commerciaux. Pendant toute la durée de la guerre, la Chine n'a pas arrêté de faire pression sur l'Iran pour qu'il négocie. Pour couronner le tout, la Chine a utilisé ses énormes stocks pétroliers pour réduire ses importations en provenance d'Iran, contribuant ainsi à faire baisser le prix du pétrole sur le marché mondial et l'énorme pression que Trump subissait aux États-Unis mêmes pour rouvrir le détroit d'Ormuz. Plus le PCC continuera de refuser de résister à l'agression américaine, plus il laissera aux impérialistes l'espace et le temps dont ils ont besoin pour encercler la Chine, ce qui est précisément un de leurs objectifs en s'attaquant à l'Iran.

Il faut maintenant que la gauche et le mouvement ouvrier prennent acte de la situation et en tirent un certain nombre de leçons. L'armée iranienne a réussi à résister aux attaques américaines, et même si Israël a durement frappé le Hezbollah, il n'a pas réussi à le briser. Les ennemis de l'impérialisme peuvent s'en réjouir. Mais cela ne doit pas leur dissimuler le fait que la stratégie suivie par l'Iran et ses alliés est incapable de véritablement ***vaincre*** l'impérialisme américain. Confronté à un cycle sans fin de sanctions et de guerres, le gouvernement islamique cherche seulement à montrer suffisamment de résistance pour gagner un répit, en comptant sur « l'opinion publique » internationale pour contenir les impérialistes et les sionistes.

Ce qu'il faut au contraire, c'est réaliser l'unité des travailleurs et des minorités nationales d'Iran avec les masses arabes de la région dans la lutte contre les États-Unis et leurs instruments, en Israël et dans les pays du Golfe. Les dirigeants iraniens ne peuvent pas prendre la tête d'une telle lutte. Même s'ils jouissent d'un certain crédit pour avoir tenu tête aux impérialistes, leur cléricalisme oppressif et leur nationalisme sont autant de poisons pour les travailleurs iraniens et les peuples opprimés de la région. Tout en prenant fermement fait et cause pour la défense de l'Iran, les révolutionnaires doivent mettre en avant une stratégie internationaliste pouvant faire le lien entre le combat pour la libération du Moyen-Orient et la lutte de classe aux États-Unis et dans les autres puissances impérialistes. C'est en suivant cette voie qu'on pourra finalement vaincre les impérialistes, tous leurs agents et tous leurs supplétifs. ■

Kokluts / Wikipédia

NPA-R

PabloMorao27 / Wikipédia

Candidats trotskystes à la présidentielle : Nathalie Arthaud (LO), Selma Labib (NPA-R) et Anasse Kazib (RP).

Présidentielle...

Suite de la page 1

Mais même une candidature unitaire ne résoudra pas le problème principal : à l'instant où une candidature trotskyste commencera à avoir le moindre succès elle se heurtera à un tir de barrage des mélenchonistes qui vont accuser les candidats d'extrême gauche de paver la voie au RN. La question se posera avec acuité aux révolutionnaires comment résister à l'énorme pression pour liquider leur candidature et faire l'unité derrière Mélenchon comme seule carte anti-RN crédible. Pour y faire face il ne suffit pas de parler du communisme et du camp des travailleurs. Tous les révolutionnaires savent que Mélenchon pactise avec les patrons et soutient l'impérialisme français, mais il faut une tactique intelligente pour s'adresser au réel soutien dont il jouit parmi les travailleurs et les opprimés en vertu de ses discours sur les retraites, la Palestine, la police qui tue, etc.

Nous proposons que les trotskystes expliquent aux partisans de LFI que les révolutionnaires seraient prêts à soutenir Mélenchon s'il respecte certaines conditions qui sont manifestement nécessaires à tout progrès dans la société française. Nous montrerons ainsi que ce ne sont pas les trotskystes qui divisent la classe ouvrière :

- ***Rupture de l'alliance stratégique avec les États-Unis, défense de la Palestine !***
  L'impérialisme français fait reposer tout son pillage international sur cette alliance. Sans la rompre le pays continuera de se retrouver entraîné dans les guerres des États-Unis pour maintenir leur hégémonie sur le monde entier.
- ***Fermeture des bases militaires françaises à l'étranger, y compris les colonies !***
- ***Aucune alliance avec le PS et les verts !***
  Le recours répété aux alliances électorales avec ces gens-là, unanimement détestés par les travailleurs et les opprimés, n'a fait que les jeter dans les bras du RN.
- ***Expropriation sans compensation de tous les trusts du CAC40 !***
  Aucune promesse mélenchoniste ne verra le jour si on laisse le contrôle de l'économie entre les mains des patrons.

Il ne s'agit pas d'un programme révolutionnaire achevé, ce n'est pas le communisme. Mais ce sont des mesures élémentaires pour faire avancer les intérêts des travailleurs et des opprimés que Mélenchon dit défendre. Si Mélenchon s'engageait irrévocablement sur ces points les trotskystes pourraient retirer leur candidature ou le soutenir au deuxième tour.

La question n'est pas de poser la base pour une liquidation dans la campagne mélenchoniste, ***mais au contraire de motiver une candidature trotskyste indépendante en montrant que Mélenchon ne peut pas s'engager sur ces mesures indispensables***.

Il faut montrer aux militants pro-LFI qu'ils ne peuvent rester indéfiniment le cul entre deux chaises, celle du républicanisme bourgeois ou celle des travailleurs et des opprimés. Il faut choisir un camp ! C'est la seule manière que nous voyons de combattre efficacement les illusions dans LFI et lutter pour une campagne trotskyste réussie. ■

Podcasts de la LCI

COMMUNISTE EN TABARNAK!

@CommunisteEnTabarnak

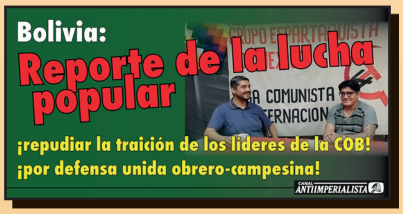
BOLCAST !

@leBolchevik_LTF

SpartTalk

@Spartacist

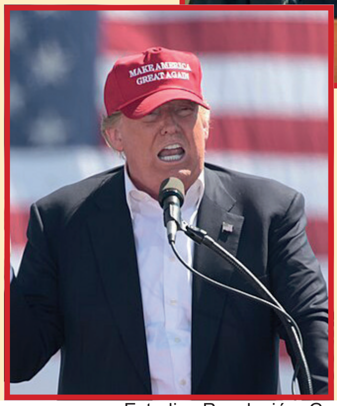
CANAL ANTIIMPERIALISTA



@ElAntiimperialista-x6t

Défense de la Révolution cubaine !

Les « réformes » du PCC ouvrent la voie à la contre-révolution



Estudios Revolución ; Gage Skidmore

Cet article a été publié originellement le 20 juin comme supplément de Spartacist.

Soumis à une pression intense de l'impérialisme américain, le Parti communiste de Cuba (PCC) a annoncé une série de réformes économiques qui, si elles étaient mises en œuvre, pourraient bien conduire à la destruction des acquis de la Révolution cubaine. Ces réformes, qui ont maintenant été approuvées à l'unanimité par l'Assemblée nationale cubaine, démantèleraient ce qui reste de l'économie planifiée et autoriseraient sans presque aucune limite la propriété privée et la pénétration économique impérialiste de l'île. Ceux qui défendent la Révolution cubaine doivent ***s'opposer*** à ces mesures, qui sont la porte ouverte à la contre-révolution soutenue par les impérialistes.

Miguel Díaz-Canel, le chef du PCC, prétend que ces réformes sont nécessaires à la « *poursuite du processus de construction socialiste* » sous la menace des canons de l'impérialisme américain. Non ! Elles constituent une ***capitulation*** devant l'impérialisme. Les « investisseurs » qui vont fondre sur l'île sont les vautours des fonds spéculatifs ainsi que les *gusanos* [émigrés cubains anticastristes] de Miami qui avaient été chassés en 1959, et qui vont mettre la main sur l'industrie et les ressources de Cuba pour s'en mettre plein les poches. Ils démantèleront totalement ce qui reste des acquis de la révolution dans des domaines comme la santé et l'éducation et ils feront en sorte que, d'une façon ou d'une autre, le PCC soit chassé du pouvoir.

Les dirigeants du PCC affirment qu'ils suivent le « modèle » de la Chine et du Vietnam, qui ont vu l'introduction de mécanismes de marché et d'investissements impérialistes sous le contrôle en dernier recours de l'État. Ce ***n'est pas*** ce qui est en train de se passer. Les mesures que Díaz-Canel a proposées sont exactement les mêmes que celles dictées par les dirigeants américains, qui sont farouchement déterminés à détruire le seul État ouvrier des Amériques. En réponse, les dirigeants du PCC comptent sur le mirage des négociations avec Washington. Le résultat a été une escalade des attaques menées par Trump et Rubio (le ministre des Affaires étrangères américain). L'économie ayant été mise à genoux par le blocus américain, auquel s'ajoute la mauvaise gestion bureaucratique, les dirigeants du PCC s'apprêtent maintenant à trahir et liquider la révolution.

Le vrai parallèle avec ce qui se passe aujourd'hui, ce n'est ni la Chine ni le Vietnam, mais l'Union soviétique à la fin des années 1980. Les privatisations massives et les concessions à l'impérialisme faites sous Mikhaïl Gorbatchev avaient pavé la voie à la destruction du premier État ouvrier du monde, ce qui a été un désastre pour les travailleurs du monde entier. Avec leurs mensonges, leur corruption et leur mauvaise gestion, les dirigeants soviétiques avaient poussé une grande partie de la population de l'URSS vers la droite, favorisant ainsi considérablement les menées de la contre-révolution. C'est la même menace qui plane aujourd'hui sur Cuba.

Il faut se battre contre la trahison des dirigeants du PCC !

La nécessité urgente, c'est de forger une opposition de gauche à la trajectoire des dirigeants du PCC, en cherchant à unir les travailleurs cubains contre la destruction de leur révolution. Tout le monde sait que la situation actuelle – coupures d'électricité quotidiennes, graves pénuries de produits alimentaires et de médicaments, effondrement de l'économie – ne peut pas durer. Le peuple cubain est aujourd'hui face à deux alternatives radicalement opposées : la contre-révolution capitaliste et le joug sans limites de l'impérialisme américain, ou la lutte pour un socialisme authentique, purgé du bureaucratisme et basé sur la démocratie ouvrière et la solidarité avec les travailleurs du monde entier. La deuxième alternative ne sera pas facile, mais c'est la seule voie pour aller de l'avant. Ne laissons pas sans combat la révolution se faire détruire !

Nous en appelons entre autres aux militants dissidents du PCC et de l'Unión de Jóvenes Comunistas [Jeunesses communistes] et aux militants de gauche non organisés pour qu'ils se rassemblent derrière une perspective socialiste de combat. Le point de départ est de mettre fin à toute conciliation envers les impérialistes et d'appeler les travailleurs de tous les pays à prendre fait et cause pour Cuba. Espérer survivre à Trump et attendre l'arrivée d'une administration américaine progressiste en 2028 ne mènera nulle part. Le temps est compté et les Démocrates, comme les Républicains, sont des ennemis jurés de la révolution qui imposent blocus et sanctions depuis des décennies. Les travailleurs aux États-Unis, et notamment les travailleurs noirs et latinos, subissent les attaques incessantes des capitalistes. Ce sont ***eux*** les alliés vers qui nous devons nous tourner.

Le blocus pétrolier américain n'est efficace que parce que les élites au pouvoir dans le reste de l'Amérique latine l'appliquent : pas seulement le Venezuela de Delcy Rodríguez mais aussi les gouvernements « progressistes » du Mexique et du Brésil. Contrairement au PCC qui ne cesse d'abreuver de louanges ces gouvernements, nous devons exiger qu'ils ***brisent le blocus américain*** en reprenant et en augmentant les livraisons de pétrole à Cuba. Cela veut dire appeler les travailleurs de ces pays à agir indépendamment de leurs propres dirigeants et contre ceux-ci. Cela permettrait non seulement d'aider directement Cuba, mais aussi de faire avancer la lutte anti-impérialiste dans toute l'Amérique latine.

Une opposition de gauche doit appeler le Parti communiste de Chine à stopper sa politique de conciliation avec l'impérialisme et à envoyer une aide massive en matériel et en hommes pour reconstruire les infrastructures cubaines. La classe ouvrière chinoise, avec sa puissance sociale sans égale, doit reprendre cet appel à son compte. Des livraisons de riz et autres formes d'aide humanitaire ne sont absolument pas suffisantes. Si Cuba montre sa détermination à se battre, cela pourra attirer le soutien de millions de travailleurs, en Chine et dans le Sud global.

Pour les militants de gauche qui à l'étranger se sont mobilisés pour la défense de Cuba tout en soutenant la politique de la direction du PCC, nous disons : changez de cap ! Il est maintenant plus clair que jamais que défendre la révolution cubaine veut dire combattre la capitulation ouverte du gouvernement Díaz-Canel devant l'impérialisme, avec le soutien explicite de Raúl Castro.

À Cuba, une opposition de gauche à la direction du PCC doit en appeler aux ouvriers et aux paysans pour qu'ils cherchent une autre voie. Beaucoup de Cubains, notamment parmi les plus jeunes, détestent la politique suivie par le PCC – elle a conduit à l'aggravation des inégalités et des privations. Mais on ne leur propose aucune issue positive. Livrer Cuba aux impérialistes conduira à des inégalités bien plus fortes et détruira les réels acquis de la Révolution de 1959. Le problème n'est pas la planification économique mais la mauvaise gestion bureaucratique et la corruption. Et le socialisme authentique nécessite la démocratie ouvrière, pas la répression des opinions socialistes dissidentes et des protestations légitimes.

Les semaines à venir montreront s'il est possible de forger une opposition authentiquement socialiste à la trajectoire désastreuse des dirigeants du PCC. Le temps est compté. L'enjeu est historique : il faut que les véritables communistes soient à la hauteur de la situation et se battent pour la défense de la Révolution cubaine ! ■

Contacte-nous !

@leBolchevik_LTF

ltfparis@hotmail.fr

Ligue trotskyste de France
Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél. : 01 42 08 01 49

iclfi.org

Lettre ouverte à la gauche
Défense de la Révolution cubaine
Non à la restauration capitaliste !

Lettre publiée comme supplément de Spartacist *le 4 juillet.*

Chers camarades,

La Révolution cubaine est en grand danger, comme jamais depuis des décennies. Cuba étant assiégée sans répit par l'impérialisme américain et victime d'un blocus paralysant, la direction du Parti communiste (PCC) a réagi en capitulant et en ouvrant la porte à des mesures de marché de grande ampleur et au capital étranger. Cette ligne menace les fondements sociaux mêmes de la Révolution de 1959 et elle risque de répéter, dans d'autres conditions, les événements désastreux qui ont culminé dans la restauration du capitalisme en Union soviétique.

C'est pourquoi nous appelons toutes les organisations de gauche et tous les camarades qui sont prêts à défendre les conquêtes de la Révolution cubaine – des socialistes révolutionnaires aux dissidents dans le PCC et aux militants syndicaux à l'intérieur et à l'extérieur de Cuba – à rejeter ces réformes et à travailler ensemble pour défendre la Révolution. Quelles que soient nos divergences sur des questions stratégiques plus larges, nous partageons la responsabilité urgente de nous opposer à la restauration capitaliste, d'exiger la fin du blocus des États-Unis et de lutter pour la préservation de l'économie planifiée. Voici la question décisive : sommes-nous prêts à agir ensemble contre le danger contre-révolutionnaire ?

Une telle collaboration pourrait prendre la forme de meetings, de manifestations ou de déclarations organisés conjointement, et le fait de proclamer haut et fort qu'il faut d'urgence une opposition de gauche à la trajectoire désastreuse de la direction du PCC ; il faut le faire le plus largement possible dans les pays et les domaines où nous travaillons. Il faut combiner le tout avec un débat aussi large que possible parmi les masses travailleuses sur comment avancer. La LCI a mis en avant certains éléments de ce programme dans nos articles « Cuba : Comment empêcher la catastrophe » (30 juin), et « Les “réformes” du PCC ouvrent la voie à la contre-révolution » (20 juin), ainsi que dans notre podcast en français du 3 juillet « Cuba : Comment défendre la révolution ? ».

Nous saluons volontiers toutes les suggestions pour des initiatives et un travail commun. Aujourd'hui plus que jamais, il faut d'urgence une campagne anti-impérialiste unitaire pour offrir au peuple cubain une alternative socialiste à la fois à la stagnation bureaucratique et à la contre-révolution capitaliste.

Salutations communistes,

Julia Emery, pour la Ligue communiste internationale (Spartacist) ■

Cuba...

Suite de la page 12

importantes et d'un développement industriel considérable, Cuba est une petite île dont l'économie est déjà en grande partie détruite. Les événements contre-révolutionnaires en URSS ont pris plusieurs années, mais les choses iront presque certainement plus vite à Cuba, d'autant plus qu'une grande partie de la population est déjà désespérée et démoralisée. Tout cela souligne l'urgence de la situation actuelle.

Les leçons de la Révolution russe

Les partisans des dirigeants du PCC argumentent en général que la situation est si grave qu'ils n'ont pas d'autre choix. C'est faux et tout à fait défaitiste. Il est vrai que la situation est terrible. Cuba n'a guère de poids social ou économique dans le monde, et toute la puissance de l'impérialisme américain s'abat sur elle. Alors, que faire ? La réponse repose principalement sur la question suivante : vers quelle force se tourner pour sauvegarder la révolution ? Cette force, ce sont les travailleurs cubains et leurs alliés de classe potentiels à travers le monde.

Le problème, c'est qu'une grande partie de la population n'éprouve, au mieux, qu'un cynisme total à l'égard des dirigeants du PCC. Et cela se comprend. Les gens manquent de carburant, de nourriture et de médicaments tandis que les dirigeants ne leur offrent que des slogans creux et des inégalités croissantes, tout en réprimant les manifestations. Comment les arracher au désespoir, à la colère et, dans certains cas, aux illusions envers l'impérialisme américain ? Quelle politique peut sauver la révolution et la faire avancer ? La réponse commence par un égalitarisme radical et la mobilisation des masses fondée sur la démocratie ouvrière la plus complète.

Les analogies historiques ne sont jamais exactes, mais les leçons les plus claires proviennent de l'État ouvrier russe des débuts sous Lénine. Après la Révolution de 1917, le pays était assiégé par les armées impérialistes, les sanctions et les blocus. L'économie, déjà durement frappée par la Première Guerre mondiale, fut plongée dans une crise encore plus grave. Pour survivre, les dirigeants soviétiques adoptèrent au milieu de l'année 1918 des mesures qui furent baptisées « communisme de guerre », notamment la nationalisation de l'ensemble de l'industrie, le contrôle par l'État du commerce extérieur et le rationnement alimentaire. L'objectif était d'assurer la survie de l'État ouvrier tandis que les bolchéviks de Lénine luttaient pour construire, dans d'autres pays, des partis capables de propager la révolution.

Il est essentiel de noter que ces mesures s'accompagnaient d'une démocratie ouvrière aussi large que possible et d'une mobilisation de masse. Les principales mesures politiques faisaient l'objet de débats ouverts au sein des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats. Début 1918, par exemple, un débat majeur eut lieu sur l'opportunité d'accepter les sévères conditions de paix exigées par l'impérialisme allemand pour mettre fin à la guerre. Les divergences étaient clairement exposées aux masses et non dissimulées derrière des portes closes ni masquées par des slogans creux, comme c'est le cas aujourd'hui avec le PCC.

Le communisme de guerre dura jusqu'en 1921. Il permit à l'État ouvrier de survivre, bien qu'au prix fort. Ensuite, pour relancer une économie encore en ruines, les bolchéviks mirent en place un programme connu sous le nom de Nouvelle Politique Économique (NEP), qui autorisait la libéralisation du marché et les investissements impérialistes sous le contrôle strict de l'État ouvrier. Une fois de plus, ce programme fit l'objet d'un débat approfondi au sein des conseils ouvriers avant d'être adopté.

Certains défenseurs de la ligne actuelle du gouvernement cubain invoquent la NEP de Lénine comme justification historique. Par exemple, le journal *People's World* du Parti communiste des États-Unis (22 juin) qualifie la NEP de « *parallèle historique plus pertinent* » que celui de la Chine et du Vietnam. Mais une différence cruciale, comme l'admet même le PC états-unien, réside dans le fait que l'État ouvrier avait ***déjà*** repoussé les invasions militaires étrangères et la contre-révolution avant de lancer les réformes économiques. En revanche, le PCC introduit des changements qui vont bien plus loin que la NEP, alors même que Cuba fait face à une attaque impérialiste brutale. Cette situation, combinée à un mécontentement généralisé au sein de la population, met le pays en position de très grande faiblesse.

Cuba subit aujourd'hui une pression si extrême que l'ouverture de l'économie et l'accueil d'investisseurs étrangers (y compris les *gusanos*) conduiront probablement à un effondrement politique complet à court terme. Alors que les événements s'orientent vers une crise totale, la question évidente qui se posera aux masses sera la suivante : si nous devons de toute façon avoir le capitalisme, pourquoi avons-nous besoin du PCC ? Une autre analogie historique est la crise en Allemagne de l'Est (la RDA) après la chute du mur de Berlin fin 1989. Les dirigeants staliniens étant profondément discrédités, des manifestations sociales de grande ampleur se multipliaient, posant sans

détour la question : révolution politique antibureaucratique ou contre-révolution sociale ? En l'absence d'une alternative communiste authentique et faisant autorité, la RDA fut rapidement détruite par la réaction capitaliste.

En Chine, la décision du Parti communiste d'adopter de vastes réformes de marché fit suite à la répression sanglante du soulèvement de Tiananmen en 1989. Le PCC déchaîna une répression massive contre les travailleurs qui, pour l'essentiel, protestaient contre la corruption et réclamaient l'égalité socialiste – une répression à laquelle s'opposèrent fermement tous les marxistes authentiques. Au lendemain de ces événements, cependant, les dirigeants du PCC avaient les choses bien en main et ils s'estimèrent suffisamment en position de force pour poursuivre les réformes de marché à la suite de la tournée de Deng Xiaoping dans le Sud du pays en 1992. Les objectifs politiques qui sous-tendaient la NEP des bolchéviks en 1921 et les mesures prises par les staliniens chinois au début des années 1990 étaient diamétralement opposés mais, dans les deux cas, les dirigeants se trouvaient relativement en position de force au niveau politique. Adopter la libéralisation du marché à partir d'une position de faiblesse conduit au contraire tout droit à l'effondrement.

En somme, les chances de survie de l'État ouvrier cubain par le biais de la libéralisation du marché, dans une situation aussi fragile, sont quasi nulles. Ce qu'il faut pour défendre et étendre les acquis révolutionnaires est ***exactement le contraire*** de ce que prônent les dirigeants du PCC.

Pour une orientation radicalement nouvelle !

Les militants à l'étranger qui se battent pour la solidarité avec Cuba tout en apportant un soutien politique à la direction du parti doivent de toute urgence changer de cap. Défendre la révolution aujourd'hui signifie s'opposer à la trahison flagrante du gouvernement au profit de l'impérialisme. Alors qu'une grande partie de la gauche s'entête dans la voie désastreuse du soutien aux dirigeants du PCC, d'autres ont honteusement abandonné toute défense de Cuba.

Spartacist

Cortège de la LCI à la manifestation du 26 juillet en défense de Cuba à Mexico. Les banderoles au centre disent : « Défense de Cuba contre l'impérialisme yankee ! Non à la capitulation ! » et « Défense des conquêtes des femmes cubaines ! Du pétrole pour l'île ! ».

Quelques groupes marxistes ont pris clairement position contre la campagne en faveur de la restauration capitaliste et contre la ligne politique du PCC. Outre notre propre groupe, on peut citer le Courant Révolution Permanente, dont le parti de référence est le PTS argentin (RP en France), et l'Internationale communiste révolutionnaire (ICR). Les déclarations publiées par ces groupes présentent des faiblesses. Surtout, elles ne définissent pas de ligne de lutte concrète pour les masses cubaines aujourd'hui. C'est particulièrement vrai pour l'ICR, qui se contente d'appels abstraits à la révolution mondiale et à la construction de sa propre tendance.

Une déclaration d'un groupe originaire de l'île, Comunistas Cuba, est bien meilleure à cet égard : elle cherche à définir une perspective de lutte tout en appelant à « *créer un front anti-impérialiste uni* » en solidarité avec la classe ouvrière cubaine (« Notre programme face à la transition de Cuba vers le capitalisme », comunistascuba.org, 21 juin). Il est essentiel que de tels groupes, à Cuba et à l'échelle internationale, mettent de côté leurs divergences secondaires et leurs pratiques sectaires afin de travailler ensemble pour contribuer à forger une opposition de gauche sur l'île.

Le malaise et le mécontentement généralisés au sein de Cuba s'étendent certainement jusqu'aux rangs du PCC. Les dirigeants du parti s'appuient sur des slogans creux et des déclarations vagues, mais le mécontentement transparaît parfois entre les lignes, pour ainsi dire. Par exemple, un éditorial publié dans *Juventud Rebelde* de l'UJC (21 juin), dont l'objectif était de justifier les réformes du PCC, reconnaissait l'existence d'« *une avalanche d'opinions de toutes sortes, circulant sur les réseaux sociaux, dans tous les coins, dans chaque foyer ou à chaque carrefour* ».

Certains intellectuels cubains ont également publié des déclarations appelant à une autre voie. Par exemple, l'article de l'économiste Liu Mok « Y a-t-il une autre alternative pour Cuba ? » (*Juventud Técnica*, 20 juin) évoque l'idée d'un contrôle ouvrier des usines et de la production, par opposition à leur cession au secteur privé. Même le vote unanime en faveur des mesures des dirigeants du parti à l'Assemblée nationale n'est intervenu qu'après la publication d'une déclaration les approuvant de Raúl Castro, âgé de 95 ans. Étant l'un des rares vétérans encore en vie de la révolution de 1959, Raúl jouit d'une autorité morale bien supérieure à celle de la génération actuelle de dirigeants du parti. Il s'agissait probablement d'une manœuvre calculée pour s'assurer que tout dissident, voire toute personne ayant des doutes, se rangerait à la ligne du parti.

D'une manière ou d'une autre, le PCC risque fort de se fracturer dans la période à venir. Il y aura probablement une aile droite ouverte, prête à embrasser l'impérialisme américain. Il y aura des éléments récalcitrants, qui risquent tout simplement de se retrouver paralysés. Et il y aura des éléments ouverts à une solution nouvelle et radicale.

Une opposition de gauche doit se constituer de toute urgence. Nous proposons les éléments essentiels suivants comme fondements d'un programme de lutte :

- ***Brisons le blocus !*** L'interdiction des livraisons de carburant décrétée par Trump n'a de réalité que parce qu'elle est appliquée par les gouvernements « progressistes » du Mexique et du Brésil. Le PCC se contente d'encenser Sheinbaum et Lula pour leur aide humanitaire. Nous devons au contraire exiger qu'ils reprennent et augmentent considérablement les livraisons de carburant à Cuba. Appelons les travailleurs de ces pays à se mobiliser indépendamment de leurs propres dirigeants et contre eux ! Cela à la fois aiderait le peuple cubain et ferait avancer la lutte anti-impérialiste en Amérique latine. Exigez que la Chine tienne tête à l'impérialisme américain en fournissant une aide massive et du personnel pour reconstruire les infrastructures cubaines !
- ***Pour l'égalitarisme radical ! Non aux privilèges bureaucratiques !*** Pour gagner la confiance de la population, dont la préoccupation principale est la survie quotidienne, les communistes doivent affirmer clairement que nous sommes tous dans le même bateau. Pas de privilèges, pas de corruption, pas de spéculation – une égalité totale dans notre lutte pour la survie. Mettons fin aux privilèges spéciaux dont bénéficient les dirigeants du PCC. Mobilisons toutes les ressources sociales possibles pour survivre au siège. Arrêtons les privatisations, qui ne font qu'enrichir les nouveaux profiteurs et leurs protecteurs impérialistes. Renationalisons l'industrie et les services sous le contrôle des travailleurs !
- ***Pour la démocratie ouvrière !*** Mettons fin aux négociations privées avec les États-Unis et rendons publique l'intégralité des comptes rendus de ce qui a été discuté. Les décisions clés doivent être prises par les masses ouvrières organisées dans les usines, les ateliers et les quartiers, et non par une bureaucratie incontrôlée. Mettons fin aux attaques contre les manifestations réclamant l'égalité et la fin de la pauvreté. Travailleurs : appelez les forces de sécurité à mettre un terme à cette répression. Les pratiques actuelles des dirigeants du PCC servent à soutenir et non à vaincre la campagne contre-révolutionnaire menée par les États-Unis et leurs agents.

Il n'y a pas de temps à perdre. Les socialistes doivent s'unir au sein d'une opposition de gauche pour ***mettre un terme à la dérive vers le capitalisme*** et ***défendre la Révolution cubaine***. ■

CAMPAGNE RÉUSSIE D'AIDE À CUBA

L'hiver dernier, nos camarades du Partisan Defence Committee (PDC) en Grande-Bretagne (fraternellement lié au Comité de défense sociale en France) ont lancé une campagne internationale de collecte de fonds pour fournir une aide matérielle à Cuba (voir *Le Bolchévik* n° 242, février 2026). Des travailleurs et des militants partout dans le monde ont apporté un peu plus de 22 000 € ! Des représentants du PDC (à gauche) ont aussi voyagé à Cuba fin mars avec la flottille Nuestra América pour amener de l'aide à l'île assiégée par l'impérialisme américain.

Crédit : PDC

LE BOLCHEVIK

Cuba : Comment empêcher la catastrophe

Forgeons une opposition de gauche ! Défendons la Révolution !

Alberto Korda

Article publié le 30 juin comme supplément de Spartacist.

Cuba est totalement assiégée par l'impérialisme américain. Il n'y a ni carburant, ni médicaments, et presque toute la nourriture est hors de prix. Les coupures d'électricité durent désormais 30 heures ou plus. La situation est plus que désespérée, et tout le monde dans l'île sait qu'elle ne peut pas durer. Mais le dernier coup porté à la révolution vient de la direction du Parti communiste cubain (PCC). S'inclinant devant les menaces de Trump et de Rubio, elle abandonne les acquis de la révolution et trahit l'État ouvrier.

Les réformes approuvées par le PCC démantèleraient ce qui reste de l'économie planifiée et du monopole d'État sur le commerce extérieur. Elles autoriseraient la propriété privée de façon quasi illimitée et la pénétration économique impérialiste, et elles mettraient fin aux programmes subvenant aux besoins fondamentaux de la population. Rubio estime que cela n'est toujours pas suffisant, et les États-Unis intensifient encore davantage leurs attaques. Comment pouvons-nous stopper la catastrophe ?

Le blabla de Díaz-Canel et d'autres dirigeants du parti sur la « défense du socialisme » est creux et insultant. Ils trahissent les fondements de la révolution. De vastes pans de la population sont furieux et désespérés mais ils ne savent pas vers qui se tourner. Il faut forger de toute urgence une opposition de gauche pour lutter contre la ligne désastreuse du parti. Elle doit unir les membres dissidents du PCC et de l'Union de la jeunesse communiste (UJC) aux socialistes indépendants et autres derrière un programme clair. Les mots d'ordre doivent être ***l'internationalisme révolutionnaire, l'égalitarisme radical*** et la mobilisation de masse fondée sur la plus complète ***démocratie ouvrière***. C'est la seule façon de défendre la révolution.

Le modèle « Chine-Vietnam » ?

Les dirigeants du PCC et leurs apologistes affirment que Cuba met en œuvre le modèle utilisé en Chine et au Vietnam, qui a vu l'introduction de réformes de marché et d'investissements étrangers à grande échelle sous le contrôle en dernier ressort de l'État. Mais ce n'est pas ce qui se passe à Cuba. Les mesures introduites par Díaz-Canel élimineraient pratiquement tout contrôle de l'État, contrairement aux précédentes coentreprises avec des sociétés des secteurs du tourisme et du nickel. En réalité, ces réformes s'inscrivent directement dans le cadre des diktats des impérialistes américains.

Cuba est loin d'avoir la population ou les ressources naturelles de la Chine ou même du Vietnam, et elle n'est pas située à des milliers de kilomètres du colosse américain, elle est juste à côté. Washington n'a jamais permis et ne permettra jamais à Cuba de suivre la « voie chinoise ». Son programme a toujours été le suivant : dehors les communistes, place aux capitalistes. Cette politique s'est considérablement intensifiée sous Trump, les États-Unis abandonnant toute phraséologie sur la mondialisation, le libre-échange et l'ouverture des marchés, et se livrant à une violence brutale à travers le monde dans le but de restaurer leur hégémonie mondiale en déclin.

Les « investisseurs » qui s'apprêtent à fondre sur Cuba sont les impérialistes américains et les *gusanos* de Miami qui avaient été chassés en 1959. Ils s'empareront de l'industrie et des ressources pour se remplir les poches. Et le PCC est prêt à les recevoir. Raulito Castro – le petit-fils de Raúl, qui joue un rôle de plus en plus important au sein du parti – a déjà déclaré que des accords d'indemnisation pouvaient être conclus avec les capitalistes cubains exilés dont les biens avaient été expropriés dans les premières années de la révolution. Il s'agit là d'une trahison totale des acquis des travailleurs cubains.

Certains, à gauche, prétendent que les mesures du PCC constituent un moyen de développer l'économie cubaine selon des principes socialistes. Soyons clairs : loin d'être anodines, les réformes de marché menées en Chine et au Vietnam ont également entraîné une forte augmentation des inégalités. La Chine a désormais une classe capitaliste nombreuse et puissante qui, même si elle n'exerce pas aujourd'hui le pouvoir d'État, représente une menace majeure pour l'État ouvrier. Des centaines de millions de travailleurs, là-bas comme au Vietnam, subissent une affreuse exploitation dans des usines appartenant à des capitalistes étrangers ou locaux. Au Vietnam, l'élite au pouvoir est allée jusqu'à s'allier aux États-Unis contre la Chine, acceptant même de rejoindre le « Conseil de la paix » de Trump.

Le véritable parallèle avec ce qui se passe aujourd'hui à Cuba, c'est l'Union soviétique de la fin des années 1980 et du début des années 1990. Des concessions massives faites à l'impérialisme au nom de la *perestroïka* (restructuration) ont ouvert la voie à la destruction du premier État ouvrier au monde. La bureaucratie soviétique s'est fracturée, et une aile dirigée par Boris Eltsine s'est alliée à l'impérialisme américain pour mener la contre-révolution. Des décennies de mensonges, de corruption et de mauvaise gestion de la part des dirigeants soviétiques avaient poussé d'immenses couches de la population vers la droite, ce qui a grandement favorisé la vague contre-révolutionnaire. Telle est la menace qui pèse aujourd'hui sur Cuba.

De plus, alors que l'Union soviétique était un vaste pays doté de ressources

Suite page 10

À bas l'exclusion laïcarde de Blandine Chauvel par SUD-Santé !

Blandine Chauvel, militante SUD-Santé à la Pitié-Salpêtrière à Paris et militante connue du NPA-Révolutionnaires, vient d'être exclue de son syndicat. La raison de cette purge bureaucratique est claire : Blandine a mené une lutte acharnée pour la défense de collègues persécutées par l'AP-HP pour port de couvre-chef, sacrilège commis contre la « laïcité ». Loin de la féliciter pour cette lutte indispensable et salutaire, les bureaucrates de SUD-Santé ont avec cette exclusion fait une déclaration d'allégeance à la République une, indivisible et laïque, quitte à sacrifier les collègues musulmanes et l'unité du syndicat.

Ils ne pouvaient mieux montrer combien préserver l'unité du syndicat et donc la force des travailleurs exige une lutte intransigeante pour chasser la bureaucratie laïcarde et la remplacer à la tête du syndicat par une nouvelle direction décidée à confronter les tentatives du patronat pour agiter la laïcité dans un but de division.

Bien sûr la « laïcité » sert à faire diversion pour masquer des attaques

Suite page 6